



Wallonie

Service public
de Wallonie

Demande de permis portant sur la modification sensible du relief du sol au sens de l'article D.IV.4, 9°, du CoDT ou sur l'utilisation d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets ou pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles au sens de l'article D.IV.4, 15° du CoDT ou sur des actes et travaux d'aménagement au sol aux abords d'une construction autorisée

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue : n° boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **ARE³ Development**

Forme juridique : **Société Anonyme**

Adresse

Rue : **Lembergsesteenweg** n° **29** boîte

Code postal : **9820** Commune : **Merelbeke** Pays : **Belgique**

Téléphone : **0473/130406** Fax: /

Courriel : **anthony@alychlo.com**

Personne de contact

Nom : **PIETTE** Prénom : **Anthony**

Qualité : **Real Estate Manager**

Téléphone : **0473/130406** Fax : .../.

Courriel : **anthony@alychlo.com**

Auteur de projet

Nom : **Boulaïoun** Prénom : **Abdelmajid**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **MULTIPLE architecture & urbanism**

Forme juridique : **srl**

Qualité : **architecte**

Adresse

Rue : **Avenue des Gaulois** n° **3** boîte/

Code postal : **1040** Commune : **Etterbeek** Pays : **Belgique**

Téléphone : **+32 2 771 79 01** Fax :

Courriel : **info@multiple.be**

Cadre 2 – Objet de la demande

Description du projet :

Présenter les actes et travaux projetés, le but poursuivi, le cubage approximatif des terres à déplacer ainsi que l'indication de la nature des terres à enlever et, le cas échéant, la nature et l'origine des terres à amener ;

Le bilan des déblais-remblais est de +/- 59.785 m³ à évacuer.

Le détail par type de travaux est le suivant :

- Bâtiments (+/- 45.655 m³ à évacuer)
- Routes, chemins d'accès et parking (+/-415 m³ à évacuer)
- Égouttage EP (1.320 m³ à évacuer)
- Bassin ouvert à double niveau (9.675 m³ à évacuer)
- Egouttage EU (1.600 m³ à évacuer)
- Station d'épuration (570 m³ à évacuer)
- Tranchée ELEC/TELECOM/EAU (550 m³ à évacuer)

Les terres peuvent être évacuées au fur et à mesure ou bien temporairement stockées sur site durant la construction des bâtiments.

Il n'est pas prévu de ramener des terres extérieures sur le site.

(Se référer aux documents graphiques 500 et 501).

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Le phasage du projet de Durbuy a été conçu pour assurer une progression ordonnée et fluide des travaux, tout en minimisant les interruptions et en respectant les contraintes du site (se référer annexe 7 Phasage des travaux). Voici un résumé du phasage des travaux :

Phase préparatoire : Cette étape consiste à préparer le terrain en réalisant les tranchées pour les réseaux impétrants (eau, électricité, télécommunications) et en créant une voirie provisoire pour permettre l'accès au chantier et avec la construction du bassin d'orage.

Phase 1 : Construction des premiers bâtiments (Versant VE1 et Belvédère BE1) situés en bas et en haut du site. Cette phase inclut l'aménagement de la nouvelle voirie et la gestion des eaux pluviales.

Phases 2 à 6 : Les travaux se poursuivent par tranches de 24 logements, alternant entre les typologies de Versants et de Belvédères. Chaque phase inclut les fondations, l'élévation des bâtiments, la connexion aux réseaux et l'aménagement des abords.

Phase 7 : Finalisation des dernières infrastructures dans le bas du site et la pose du revêtement définitif de la voirie.

Phase finale (Phase 9) : Aménagement du parc agricole et des promenades ludiques pour les habitants, avec la création d'espaces verts et des jeux récréatifs en bois.

Chaque phase est pensée pour permettre un aménagement progressif, en harmonie avec l'évolution naturelle du site, tout en offrant dès le départ des infrastructures de qualité aux futurs habitants

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : [rue de Saint-Amour](#) n° /

Commune : [6940 Durbuy](#)

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

[Voir plan Annexe 3 Matrice cadastrale](#)

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1					
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

[Non](#)

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
.....
.....
.....
.....
.....

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- Plan de secteur : [Non affectée \(zone blanche\) et zone agricole \(jaune\)](#)
- Carte d'affectation des sols : [Territoire artificialisé, territoire agricole et forêts et milieux semi-naturel](#)
- Schéma de développement pluricommunal:/
- Schéma de développement communal:/

- Schéma d'orientation local:/
- Guide communal d'urbanisme:/
- Guide régional d'urbanisme:/
- Permis d'urbanisation :..... Lot n°:.....
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable **oui se référer plans existants n°000**
- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification **non**
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ... **non**

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- zone de protection
- bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- bien repris à l'inventaire communal
- bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portant d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT

Se référer dérogations expliquées complètement dans la note explicative (document n°5

1. Dérogation au plan de secteur : utilisation des zones agricoles

Ce projet se veut exemplaire en matière d'éviter l'étalement bâti et de préservation des paysages naturels. La construction est concentrée sur une petite portion du terrain, permettant ainsi de réduire l'imperméabilisation des sols, de maintenir les fonctions écologiques, et de créer une harmonie entre les nouvelles constructions et le cadre naturel environnant

2. Dérogation au CODT :

Dérogation aux articles D.IV.7 et D.IV.8 - Utilisation en zone agricole

Le projet propose un usage agricole en phase avec les exigences écologiques actuelles, favorisant la biodiversité tout en maintenant l'intégralité fonctionnelle des parcelles agricoles. L'installation de jeux pour enfants permet de sensibiliser au passage créé et aux nouvelles formes d'agriculture et le chemin en bois répond à la nécessité de mieux aménager le chemin de promenade qui traverse déjà le site. Ces aménagements sont en phase avec l'orientation durable du CoDT, respectant l'affectation agricole tout en offrant une expérience éducative et naturelle pour les visiteurs.

- Sentier de randonnée : Maintien et valorisation du sentier existant pour offrir une plus-value au territoire.
- Mare à double niveau : Utilisée pour expérimenter de nouvelles formes d'agriculture en zone humide, offrant une dimension éducative au projet. Permet aussi de reprendre les eaux pluviales des toitures en cas de fortes pluies.
- Structures légères pour enfants : Promouvoir l'agriculture auprès des plus jeunes avec des activités ludiques et éducatives.
- Zone de repos : Offre un espace pour les promeneurs tout en valorisant le paysage agricole.

3. Dérogation au GRU :

Dérogation à l'article 419 - Implantation des bâtiments, toitures, matériaux et façades

a) Implantation et respect du relief

- Règle : L'implantation des volumes doit respecter le relief du sol et suivre les lignes de force du paysage.
- Dérogation demandée : Excavations prévues pour intégrer les parkings ouverts sous les bâtiments.

Justification : Les excavations sont minimisées pour préserver la végétation environnante, renforçant ainsi l'intégration paysagère. Les déblais seront réutilisés un maximum pour les remblais sur le site. Nous avons également déjà discuté avec la DNF qui souhaiterait récupérer 50% des terres rocheuses excavées.

b) Parkings invisibles depuis la voirie

- Règle : Les garages doivent être situés de plain-pied avec la voirie.
- Dérogation demandée : Les parkings seront semi-enterrés sous les bâtiments.

Justification : Cela permet de maintenir l'intégrité visuelle du site et de minimiser l'impact visuel des véhicules. Cela permet de maintenir au maximum la topographie du site et d'intégrer les parkings sous les bâtiments et non pas sur le site naturel, son caractère rural en étant ainsi préservé.

c) Toitures plates et végétalisées

- Règle : Les volumes principaux doivent comprendre une toiture à deux versants droits.
- Dérogation demandée : Utilisation de toitures plates végétalisées.

Justification : Les toitures plates favorisent la gestion des eaux pluviales et permettent l'installation de panneaux solaires, contribuant à l'intégration écologique et à la durabilité du projet. Elles permettent aussi de mieux intégrer les bâtiments dans la pente. Ils suivent ainsi avec leurs toitures plates la pente du site, de manière plus harmonieuse sans forme (pente de toiture) venant trancher avec la pente du site.

d) Baies vitrées larges et dominantes

- Règle : Les baies doivent avoir une dominante verticale.
- Dérogation demandée : Utilisation de grandes baies vitrées.

Justification : Ces baies maximisent les vues panoramiques et créent une continuité entre l'intérieur et l'environnement naturel. Elles permettent un apport de lumière naturelle pour les logements orientés Nord. Elles diminuent ainsi les consommations énergétiques nécessaires à l'apport de lumière artificielle.

e) Matériaux et textures en harmonie avec la nature

- Règle : Les matériaux doivent s'harmoniser avec les volumes voisins.
- Dérogation demandée : Utilisation du bois teinté noir et d'une structure métallique noire.

Justification : Le choix du bois teinté noir s'inspire de la couleur sombre des troncs d'arbres par temps humide, créant une fusion visuelle avec le paysage environnant. Néanmoins, l'utilisation de pierre locale a également été intégrée au projet en plus de cela, pour les socles des bâtiments sur un niveau entier et également pour les murets dans les aménagements paysagers guidant les habitants vers les logements.

4. DEROGATIONS A L'ARTICLE 426 DU GRU (REGION ARDENNAISE)

a) Implantation des volumes

- Règle : Le volume principal doit être implanté sur l'alignement ou avec un recul limité.
- Dérogation demandée : Implantation en retrait de l'alignement.

Justification : L'implantation suit le relief du terrain pour minimiser l'impact visuel et favoriser une gestion optimale des eaux pluviales. Elle permet également de mieux intégrer les arbres existants en gardant les plantations en limite de voirie. Les qualités paysagères du site sont ainsi préservées.

b) Proportions des volumes et hauteur sous gouttière

Proportions des volumes et rapport façade/pignon

- Règle : Le rapport façade/pignon doit être compris entre 1 et 1,5.
- Dérogation demandée : Pour la typologie des bâtiments « Versants ».

Justification : La faible largeur des bâtiments permet une meilleure intégration dans le paysage, avec des espaces naturels de 40 mètres entre eux pour permettre le développement de la végétation.

Hauteur sous gouttière

- Règle : Hauteur limitée à trois niveaux.
- Dérogation demandée : Hauteur sous gouttière supérieure à trois niveaux.

Justification : L'adaptation à la pente permet une meilleure intégration dans la pente du site.

c) Matériaux de parement et couverture

- Règle : Le matériau de parement doit être en grès schisteux, maçonnerie ou enduit gris.
- Dérogation demandée : Utilisation de bois teinté noir et de toitures plates végétalisées.

Justification : Le choix du bois teinté noir s'inspire de la couleur sombre des troncs d'arbres par temps humide, créant une fusion visuelle avec le paysage environnant. Néanmoins, l'utilisation de pierre locale a également été intégrée au projet en plus de cela, pour les socles des bâtiments sur un niveau entier et également pour les murets dans les aménagements paysagers guidant les habitants vers les logements. Les toitures végétalisées contribuent à la durabilité et à la gestion des eaux pluviales.

Le but du projet est de préserver et revaloriser la partie boisée sur le haut et la pente du site, de maintenir la fonction agricole mais de proposer des pour la rendre plus attractives.

Les dérogations demandées visent à intégrer le projet dans le relief naturel tout en respectant les objectifs écologiques de durabilité et de préservation des paysages. Le projet combine des aménagements légers, des matériaux naturels et une gestion écologique des ressources, offrant ainsi une contribution positive à l'environnement local et à la communauté.

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe) : [voir annexes](#)

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement
- ☐ Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☐ Non

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 10 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ☐ Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- ☐ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

Cadre 11 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- ☐ un plan représentant le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :
 - ☐ l'orientation ;
 - ☐ les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;
 - ☐ l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;
 - ☐ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;

- ☐ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
 - ☐ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - ☐ au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;

- ☐ l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :
 - ☐ les limites de la parcelle concernée ;
 - ☐ le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle ;
 - ☐ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - ☐ l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;
 - ☐ s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, les plantations des propriétés voisines, leur distance vis-à-vis des limites du terrain en cause, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
 - ☐ s'il s'agit d'un dépôt de véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets, l'implantation du dépôt, la superficie du dépôt et sa hauteur, la nature de matériaux ou déchets à déposer et le type de clôture ou les dispositifs prévus pour masquer le dépôt ainsi que leur emplacement ;
 - ☐ s'il s'agit du placement d'une ou plusieurs installations mobiles, leur implantation, leur nombre et, le cas échéant, le type de clôture ou les dispositifs prévus pour dissimuler les installations ;
 - ☐ la situation prévue après réalisation des modifications du relief du sol ou l'enlèvement du dépôt ;
 - ☐ la gestion des abords et la protection des constructions et plantations voisines ;

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 centimètres.

Cadre 12 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur

Pour ARE³

Anthony PIETTE

Signature de l'architecte

Abdelmajid Boulaïoun, pour MULTIPLE architecture & urbanism

Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le

fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante : frederic.meunier@amay.be ou à l'adresse postale suivante : Chaussée Freddy Terwagne, 76 à 4540 AMAY.

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be